

Les défis d'avenir et l'immigration au Luxembourg

Lors d'une matinée de réflexion (27/2/1994) les responsables de l'ASTI ont réfléchi avec quelques invités aux problèmes qui vont se poser dans notre pays dans un avenir plus ou moins proche et aux répercussions qu'ils auront sur l'immigration. Ils s'agissait de dégager les problèmes et non de trouver des solutions.

Situation économique

Le Luxembourg vit depuis son adhésion au Marché Commun dans une économie ouverte. Grâce à sa souveraineté nationale il a su - contrairement à des régions limitrophes telles que la Lorraine, la Sarre ou la province du Luxembourg belge - constituer un pôle d'attraction avec la croissance économique importante que l'on sait. L'expansion continuelle du nombre des emplois, même en temps de crise, en témoigne.

Cette expansion, depuis les débuts de l'industrialisation au 19^e siècle, n'a été possible que grâce à une migration intérieure et extérieure très forte: des paysans sont devenus ouvriers ou employés et se sont installés dans le bassin minier et dans la capitale; des immigrés allemands et italiens, puis portugais sont venus travailler et vivre pour un temps plus ou moins long dans notre pays. Aujourd'hui quelque 50 000 frontaliers français, belges et allemands viennent tous les jours travailler au Luxembourg, sans s'y installer durablement. Au contraire, cette évolution connaît des répercussions p. ex. sur le marché du logement au-delà des frontières luxembourgeoises: dans les régions frontalières de Belgique et de France les prix des terrains à bâtir ont fortement augmenté de sorte à devenir inaccessibles pour la population résidente qui ne gagne pas les salaires élevés payés au Luxembourg.

Cette immigration a permis un pompage social énorme: les couches inférieures de la société luxembourgeoise ont toujours pu améliorer leur position dans la hiérarchie sociale grâce à la venue d'autres groupes d'immigrés qui ont repris leur position inférieure. Cela vaut même déjà pour certaines communautés d'immigrés installées depuis longue date. Le fameux modèle luxembourgeois du consensus social n'a pu fonctionner que grâce à ce pompage social.

Cependant, suite à la crise économique qui dure plus longtemps que prévu, les effets négatifs de l'économie ouverte et du marché unique, conditions mêmes du marché libre de la main-d'œuvre dans la grande région, se font de plus en plus sentir. Ainsi le chôma-



ge augmente de façon très significative depuis quelques mois, malgré la création continue de nouveaux emplois. Le pôle d'attraction luxembourgeois attire les chercheurs d'emploi de Lorraine, Sarre, Luxembourg belge. Sur ce plan le marché unique a entraîné une communautarisation des problèmes sociaux engendrés par la crise et le Luxembourg n'y échappe plus.

Non seulement ces effets négatifs de la crise conjuguée au marché unique suscitent une réaction hostile de la population autochtone face à l'intégration européenne, mais à l'extérieur c'est l'existence de l'Etat national même qui est mise en question. Au niveau européen on supporte de moins en moins que le Luxembourg continue à monnayer sa souveraineté et on cherche à lui mettre des limites. Le risque est donc réel que le Luxembourg perde à la fin les seuls atouts qui lui ont permis de survivre un peu plus longtemps malgré la crise dans les pays voisins.

Situation culturelle

Face à ces problèmes économiques la partie de la population autochtone la première touchée par le risque de précarisation réagit par une crispation sur son identité culturelle. La solidarité sociale est brisée, on se souvient des différences culturelles. D'où la renaissance de mouvements nationalistes.

Cette réaction se fait très nettement sentir au niveau de l'enseignement où les patrons s'opposent à l'organisation de filières francophones d'apprentissage, de peur que de jeunes Lorrains ou Belges ne viennent en profiter, alors que les enfants d'immigrés luxem-

bourgeois ont longtemps eu recours aux écoles françaises et belges pour combler les déficits du système scolaire luxembourgeois.

La triglossie du système culturel (et scolaire) luxembourgeois, au lieu de faciliter la communication entre les différentes communautés résidant sur le même sol, devient un facteur d'exclusion: D'une part elle permet au Luxembourgeois de comprendre tous les immigrés de sorte que ceux-ci n'ont pas besoin de faire un effort pour apprendre la langue parlée autochtone. Et d'autre part seul est accepté comme intégré celui qui sait parler le luxembourgeois et lire l'allemand. L'identité luxembourgeoise se résume de plus en plus à la langue luxembourgeoise, un idiome germanique, et à la propriété foncière, malgré un métissage accru de la population. On peut dire que les caractères d'une société rurale dominent donc toujours la société luxembourgeoise.

Les droits politiques

Au niveau politique cette exclusion des immigrés, dont l'ascension sociale est ressentie comme concurrence dans une situation de crise économique, se traduit par une forte opposition au droit de vote accordé aux citoyens de l'Union Européenne au niveau communal et européen. Alors que la mise en question de l'Etat national (cf. supra) limite de plus en plus la souveraineté et partant l'influence de l'électeur sur les décisions politiques prises au niveau local et national, certains Luxembourgeois voudraient faire de ce droit à la participation politique un droit réservé dont tout étranger doit être exclu. m.p.